



The leading edge of social policy: ideas for a new century

Social policy was not a dominant theme of the June 28 election, except in the negative sense, with the Liberals attacking the Conservatives for unforced errors on issues such as abortion, same sex marriage, and “US-style health care.”

There wasn't even a good discussion about health care and which was the better model, Roy Romanow's proposal to force private providers into the public system, or Michael Kirby's suggestion of a single payer, the government, permitting private service provided it was available to anyone with a health card.

Once again, to the great disappointment of many Canadians, there was no substantial discussion of social policy during the campaign. There were no competitive visions to choose from, only the promise by all parties to address the problem of health care by throwing more money at it.

The architecture of the Canadian welfare state was completed in the last century. The question is whether it is durable and viable in the new century. So, what are the defining social policy issues of this century, as distinct from the last one?

We asked some of Canada's leading thinkers on social policy to reflect on the social policy framework of the 20th century, and the challenges they envisage for the new century.

Havi Echenberg leads off our cover package, which takes up most of this issue, with a glimpse in the rear view mirror, how the past is prologue for social policy, particularly income security, in the 21st century. McGill's Antonia Maioni looks back to the landmark Marsh Report of 1943, which proposed the basic tenets of the welfare state built in the second half of the 20th century. Sixty years later, she suggests family policy will be a keystone of social policy in the post-welfare state.

Speaking of social policy architecture, one of the architects, Tom Kent, also looks back to look ahead. As senior policy adviser to Prime Minister Pearson, Kent was a

La politique sociale en question : des idées pour un nouveau siècle

Les enjeux de politique sociale ont été quasi absents de la campagne électorale, sinon négativement, les libéraux ayant attaqué les conservateurs pour leurs idées sur les questions de l'avortement, du mariage homosexuel ou de l'« américanisation » du système de santé.

Même la santé n'a donné lieu à aucun vrai débat, personne ne s'étant prononcé sur le modèle à privilégier entre celui de Roy Romanow, qui intégrerait les fournisseurs privés au système public, et celui de Michael Kirby, qui ferait du gouvernement le payeur unique et autoriserait les soins privés s'ils étaient accessibles à tout détenteur d'une carte de santé.

Une fois de plus, et à la grande déception de nombreux Canadiens, ces questions ont donc été éclipsées. Rien qui puisse ressembler à des visions sociales claires entre lesquelles choisir, seulement la promesse faite par tous les partis d'améliorer le système de santé en y injectant plus d'argent.

L'architecture de l'État-providence canadien a été achevée au siècle dernier, mais est-elle assez robuste et viable pour se perpétuer encore longtemps ? Si oui, quels sont les enjeux sociaux fondateurs du présent siècle par rapport au précédent ?

Pour le savoir, nous avons demandé à quelques penseurs d'examiner le cadre des politiques sociales du xx^e siècle et les défis qui nous attendent au xxi^e.

Havi Echenberg explique tout d'abord comment le passé préfigure nos politiques sociales de demain, notamment au chapitre de la sécurité du revenu. De McGill, Antonia Maioni revient ensuite sur le Rapport Marsh de 1943, qui a posé les jalons de l'État-providence de l'après-guerre. Soixante ans plus tard, elle affirme que la politique familiale sera la pierre angulaire de l'après-État-providence.

Tom Kent, l'un des principaux architectes de notre politique sociale, jette lui aussi un œil sur le passé pour mieux élucider l'avenir. Conseiller principal de Lester B. Pearson, il fut l'instigateur de programmes comme l'assurance-maladie et les régimes de pension qui continuent d'incarner les

builder of the programs, such as the Canada-Quebec Pension Plan and medicare, that are today regarded as core Canadian values. Forty years later, Kent returns to the issue of health care and says it needs stable funding from Ottawa. Once a 50-50 federal-provincial burden-sharing, funding from Ottawa has fallen as low as 16 percent. Kent proposes a return to 25 percent federal funding. He also proposes a children's agenda. Keith Banting considers political choices and social solidarity in the age of globalization.

Tom Courchene examines the emerging societal order shaped by the new knowledge-based economy, and says it calls for a new social policy paradigm in the new century. Like Kent, he calls for an emphasis on children, and notes the Child Tax Benefit is "a policy masterstroke" that has made "a huge dent into child poverty." IRPP President Hugh Segal makes a case for a guaranteed income, noting that poverty is not relative for those living in it.

Paul Jacobson makes the important point that health care is not a rational market, driven by supply and demand. It is simplistic, he writes, to suggest that health care is like a bakery in which all customers have the same need for bread and there is no queue-jumping. Nor can we just bake more bread, since there is a shortage of both bakeries and bakers — care space and care givers, in Canada.

McGill's Dr. Hugh Scott, one of the founders of the McGill University Health Centre in Montreal, examines the funding of health care in Canada, and punctures a few myths.

Turning to education, Brian Flemming looks at university financing and suggests that the current model in which public money accounts for 50 to 80 percent of the budget is on its way into the dustbin of history. Louis LeVasseur and Maurice Tardif also look back to the future in their article on schools in the new century. Finally, Dave Marshall considers degree inflation and degree accreditation issues in the knowledge economy.

In *Verbatim*, Université de Montréal Rector Robert Lacroix takes up the theme of knowledge as a "projet de société" for Quebec and Canada.

In our *Provinces* feature, Larry Simpson writes on the making of Nunavut, Canada's third territory, carving the Eastern Arctic out of the old Northwest Territories.

In this month's book excerpt, Dick Pound tells the inside story of the making of a multi-billion-dollar television franchise, the Olympics. They're coming to your television this month, from Athens. In *The Last Word*, Joe Heath has some thoughts on the latest version of road rage — anger over high gasoline prices. Not to mention higher taxes, particularly in Ontario, which had people shouting out of windows that they were mad as hell and not going to take it anymore. Something to think about as you fill up for summer driving.

valeurs canadiennes. Mais à l'âge de 40 ans, notre système de santé souffrirait de l'instabilité du financement fédéral. Les dépenses de santé étaient autrefois partagées également entre les provinces et Ottawa, qui a depuis réduit sa contribution à aussi peu que 16 p. 100. Celle-ci doit être relevée au quart, estime l'auteur, qui préconise en outre un programme pour l'enfance.

Paul Jacobson observe pour sa part que la santé n'a rien d'un marché rationnel régi par l'offre et la demande. Il serait simpliste d'affirmer que la prestation des soins fonctionne sur le même modèle que la distribution des pains dans une boulangerie, où les clients attendent leur tour pour combler un même besoin. D'autant plus que ce n'est pas de pain dont le Canada a besoin mais bien de boulangeries et de boulangers, c'est-à-dire de centres de soins et de personnel soignant. Sur le même sujet, le docteur Hugh Scott, l'un des fondateurs du Centre universitaire de santé McGill à Montréal, passe au crible le financement des soins de santé et détruit au passage un certain nombre de mythes.

Suit un texte de Keith Banting, qui s'intéresse aux choix politiques et à la solidarité sociale à l'heure de la mondialisation. Puis une réflexion de Tom Courchene, qui examine l'ordre sociétal façonné par l'économie du savoir, laquelle doit s'accompagner d'un nouveau paradigme en politique sociale. Comme Tom Kent, il met l'accent sur l'enfance et soutient que la Prestation fiscale pour enfants constitue un « coup de maître » prometteur dans la lutte contre la pauvreté. Quant au président de l'IRPP, Hugh Segal, il se prononce en faveur d'un revenu minimum garanti et rappelle que la pauvreté n'a rien de relatif pour ceux qui la subissent.

Finalement, sur le thème de l'éducation, Brian Flemming fait le point sur le financement des universités et conclut que le modèle actuel, où le financement public varie de 50 à 80 p. 100 des budgets universitaires, risque bientôt d'éclater. De leur côté, Louis LeVasseur et Maurice Tardif s'interrogent sur l'avenir de l'école, alors que Dave Marshall traite du problème de l'inflation des diplômes dans une économie du savoir.

Dans *Verbatim*, le recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, aborde la question du savoir comme « projet de société » pour le Québec et le Canada. Et Larry Simpson se penche sur la situation du Nunavut dans la rubrique *Provinces*.

Dans un tout autre registre, nous publions un extrait révélateur du livre de Dick Pound sur les dessous d'une opération télévisuelle qui rapporte des millions : les Jeux olympiques. À lire en attendant de suivre ceux d'Athènes au mois d'août. *Le dernier mot* revient à Joe Heath, qui analyse une variante du phénomène de la rage au volant : la colère suscitée par la flambée des prix de l'essence. Sans parler de la hausse des taxes, en Ontario surtout, qui a carrément fait hurler certains clients des stations-service. À méditer en faisant le plein avant de partir en vacances.